

PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU DE L'UTILITE PUBLIQUE  
ET DES PROCEDURES ENVIRONNEMENTALES

**ARRÊTÉ**

**n° 2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/ 063 du 26 mars 2019**  
**portant mise en demeure de respecter les dispositions**  
**de l'arrêté préfectoral n° 2006.PREF.DCI3/BE 0242 du 23 novembre 2006 prescrivant l'actualisation**  
**des prescriptions techniques de fonctionnement à la Société LORY FONDERIES située**  
**lieu-dit « les Merisiers » ZI Brières les Scellés à BRIERES-LES-SCELLES (91150)**

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, en qualité de préfet de l'Essonne,

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-PREF-DCPPAT-BCA-014 du 21 janvier 2019 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU le récépissé de déclaration en date du 25 juin 1982 délivré aux établissements LORY Frères pour l'exploitation à BRIERES-LES-SCELLES, lieudit « Les Merisiers », des activités suivantes :

- fonderie de métaux n°284 2° (D),
- emploi de matières abrasives n°1 Bis (D),
- compression d'air n°361 B 2° (D),
- dépôt de liquides inflammables – Non Classé.

VU le récépissé de déclaration en date du 3 février 1989 délivré aux établissements LORY Frères pour l'exploitation à BRIERES-LES-SCELLES, lieudit « Les Merisiers », de l'activité suivante :

- dépôts d'oxygène liquide n°328 Bis (D)

VU le récépissé de déclaration de succession en date du 10 juillet 1997 délivré à la société LORY FONDERIES pour l'exploitation des activités susvisées,

VU l'arrêté préfectoral n°99-PREF-DCL-0370 du 21 septembre 1999 prescrivant à la société LORY

FONDERIES la réalisation d'une étude d'impact et d'une étude de dangers pour son établissement situé à BRIERES-LES-SELLES,

VU l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE 0215 du 20 octobre 2006 mettant en demeure la société LORY FONDERIES, sise route de Brières-les-Scellés à BRIERES-LES-SELLES, de respecter les prescriptions de fonctionnement,

VU l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE 0242 du 23 novembre 2006 prescrivant l'actualisation de prescriptions techniques de fonctionnement à la société LORY FONDERIES à BRIERES-LES-SELLES,

VU l'article 7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté du 23 novembre 2006 susvisé qui dispose que :  
*« L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté. »*,

VU l'article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté du 23 novembre 2006 susvisé qui dispose que le flux annuel des émissions diffuses en composés organiques volatils, pour les activités finition, ne doit pas dépasser 20 % de la quantité totale de solvants utilisés,

VU l'article 2.3 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté du 23 novembre 2006 susvisé qui dispose que :  
*« Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine »*,

VU l'article 3.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté du 23 novembre 2006 susvisé qui dispose que :  
*« Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur »*.

VU l'article 3.2 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté du 23 novembre 2006 susvisé qui dispose que :  
*« Toutes précautions sont prises pour que [...] Les déchets conditionnés en emballages soient stockés sur des aires couvertes et ne puissent pas être gerbés sur plus de deux hauteurs. »*

VU l'article 3.2 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté du 23 novembre 2006 susvisé qui dispose que :  
*« Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement »*

VU l'article 7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté du 23 novembre 2006 susvisé qui dispose que :  
*« Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention... »*.

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 29 janvier 2019, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 29 novembre 2018, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 4 février 2019 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

**CONSIDERANT** que lors de la visite du 29 novembre 2018, l'inspecteur a constaté les non conformités notables suivantes :

- les cuvettes de rétention ne sont pas maintenues propres,
- le pourcentage des émissions diffuses n'est pas conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006,
- le rapport de vérifications électrique présentés par l'exploitant mentionnent des observations récurrentes et le rapport APAVE Q18 mentionne « peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion »,
- le site ne dispose pas de système d'isolement des réseaux d'assainissement par rapport à l'extérieur,
- les poussières de cubilot ne sont pas stockées à l'abri des eaux de pluie,

- des déchets dangereux conditionnés en emballage sont stockés en dehors des aires couvertes,
- des produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont stockés sans être associés à une capacité de rétention.

**CONSIDERANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles susvisés de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE 0242 du 23 novembre 2006 prescrivant l'actualisation de prescriptions techniques de fonctionnement à la société LORY FONDERIES à BRIERES-LES-SELLES,

**CONSIDERANT** que les écarts constatés peuvent avoir un impact important sur l'environnement, notamment sur la qualité des sols et des eaux souterraines,

**CONSIDERANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LORY FONDERIES de respecter les prescriptions imposées par l'arrêté du 23 novembre 2006 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La société LORY FONDERIES, exploitant une installation de fonderie sise ZI Brières les Scellés sur la commune de BRIERES-LES-SELLES est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE 0242 du 23 novembre 2006 prescrivant l'actualisation de prescriptions techniques de fonctionnement :

→ **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- en s'assurant que le flux annuel des émissions diffuses en composés organiques volatils, pour les activités finition, soit inférieur à 20 % de la quantité totale de solvants utilisés, conformément aux dispositions de l'article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 susvisé,
- en installant ou confirmant l'existence d'un système permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur, conformément aux dispositions de l'article 3.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 susvisé,

→ **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- en rendant disponible en permanence les volumes des cuvettes de rétention, conformément aux dispositions de l'article 7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 susvisé,
- en maintenant le matériel électrique en bon état, conformément aux dispositions de l'article 2.3 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 susvisé,
- en stockant les poussières de cubilot à l'abri des eaux de pluie, conformément aux dispositions de l'article 3.2 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 susvisé,
- en stockant les déchets dangereux conditionnés en emballage sur des aires couvertes, conformément aux dispositions de l'article 3.2 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 susvisé,
- en associant une capacité de rétention à tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, conformément aux dispositions de l'article 7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 susvisé.

**ARTICLE 2** : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

**ARTICLE 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société LORY FONDERIES, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Madame la Sous-Préfète d'ETAMPES et Monsieur le Maire de la commune de BRIERES-LES-SELLES.

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Benoît KAPLAN